

SHASHI THAROOR

À LA JOURNÉE DE LA COMMUNICATION DE BIENNE (28 OCTOBRE 2004) :

«COMBLER LA FRACTURE NUMÉRIQUE»

M. Shashi Tharoor, Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information, a présenté un exposé sur la fracture numérique dans lequel il a mis en valeur les nombreux changements que les technologies ont apporté à nos vies quotidiennes.

Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies à la communication et à l'information a souligné que pour l'instant, la révolution de l'information, contrairement à la révolution française, est une révolution avec beaucoup de liberté, un peu de fraternité, et pas d'égalité. Au rang des inégalités citées par M. Tharoor, figure la fracture technologique au niveau géographique. Près de 70% des utilisateurs de l'Internet vivent dans les 24 pays les plus riches, et les 400 000 Luxembourgeois ont un accès plus facile aux réseaux que les 800 millions d'Africains. Il y a une inégalité par rapport au contenu. 69% des sites web dans le monde sont anglophones. «Que cela pose problème aux internautes de langue française ou allemande peut sembler évident, mais qu'advient-il des personnes dont le Swahili ou le Thaïlandais est leur unique langue ?»

M. Tharoor a noté une autre inégalité. L'accès aux 800 millions d'Africains semble concerné seulement les hommes. Les femmes et jeunes femmes disposent d'un accès beaucoup plus limité que leurs frères aux technologies de l'information. Finalement, il y a une inégalité dans la gouvernance de l'internet qui est dirigé par des institutions situées dans les pays développés.

Il a souligné également les différents niveaux de pénétration des ordinateurs privés et des services de technologies de l'information et de la télécommunication entre les pays développés et les pays en développement (téléphone, téléphone portable, Internet) durant les dernières décennies. Ce fossé s'est notablement réduit, avec une progression particulière pour l'internet et les téléphones portables.

Par ailleurs cette progression des technologies mobiles montre que la fracture numérique est en train de changer et que les efforts de développement doivent converger dans le même sens. Le Secrétaire général adjoint a rappelé ainsi qu'au XXIème siècle, la mondialisation elle-même n'était pas sujette à un choix politique, ni même économique. C'est un état de fait. Et dans une perspective de long-terme, la nouvelle économie globalisée n'est viable que si elle s'étend mondialement et répond aux besoins et demandes de tous. «Que nous l'acceptions ou pas, une nouvelle société mondialisée se développe», a-t-il indiqué.

M. Tharoor a indiqué qu'il y a cependant des choix à faire dans la façon dont évoluent les nouvelles technologies de l'information et de la communication qui sont le système nerveux de notre société. C'est un truisme de dire que le savoir est pouvoir, et que «l'information est libératoire». Tout d'abord, elle est

libératoire au sens politique du terme. Deuxièmement, elle est libératoire économiquement.

Les technologies de l'information peuvent donner aux pays en développement la chance de sauter certaines des étapes difficiles du développement. «La raison pour laquelle nous devons nous intéresser à la fracture numérique est son impact sur la paix et la sécurité internationales», a indiqué M. Tharoor. Il a rappelé qu'il y a plus de 40 ans, en 1962, U Thant, alors Secrétaire Général des Nations Unies, avait mis en garde contre une explosion de la violence qui pourrait résulter d'un sentiment d'injustice ressenti par les personnes vivant dans la pauvreté et le désespoir à côté d'un monde d'opulence. «Aujourd'hui, à la fois les risques et le potentiel d'une telle solution se sont amplifiés», a-t-il ajouté. «La télévision, la radio, les journaux, et les magazines donnent un aperçu de l'actualité internationale dans nos salons, et nous accompagnent même pour le petit déjeuner.»

M. Tharoor a indiqué qu'avec un marché, une audience et un peuple, les nouvelles technologies de communication ont unifié le monde au sens propre du terme. Les médias reflètent cependant les intérêts de leurs producteurs. «Je parle ici de l'inégalité géographique par rapport au contenu», a-t-il rappelé. Que nous regardions la télévision, Internet ou que nous écoutions la radio, ce qui passe pour un média globalisé est en définitif le média de l'Occident développé.

«Dans un monde où les gens craignent un choc des civilisations, le besoin de tolérance et d'une protection effective des minorités et autres groupes vulnérables n'a jamais été aussi fort. Est-ce que les médias internationaux ont un rôle à jouer en diffusant le message que seule la diversité donne à l'espèce humaine sa splendeur, et l'a rendu capable de progresser, par l'apprentissage d'expériences difficiles ? Je crois que oui, que l'on en ait conscience ou non, car même la télévision, sous sa forme la plus omniprésente, est, quoi que l'on puisse en penser, un médium éducatif.»

Les technologies de l'information et de la communication ne serviront en outre les objectifs de développement que si l'accès à l'information et à la communication est rendu plus universel et moins coûteux; si le droit de recevoir et de transmettre l'information conformément à l'article 19 de la Convention sur les Droits Civils et Politiques est protégé comme un droit fondamental; et si un cadre politique transparent peut être prévu et mis en place. «Nous pouvons faire beaucoup aujourd'hui pour façonner cette société de l'information; son futur est entre nos mains», a conclu le Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information des Nations Unies.